

Table des matières

Aspects de procédure en matière de liquidation judiciaire	7
MARIE DEMARET ET SYLVIE THIELEN	
Section 1. La saisine initiale du Tribunal	7
§ 1. Compétence matérielle	7
§ 2. Compétence territoriale	9
§ 3. Mode introductif d'instance	9
Section 2. Le jugement ordonnant le partage judiciaire	12
§ 1. Indivisibilité du partage	12
§ 2. Détermination de l'indivision à liquider	13
A. Nécessité d'une indivision	13
B. Existence d'une autre indivision	14
C. Rôle du notaire liquidateur	16
§ 3. Vente des immeubles	16
§ 4. Contestations préalables	19
§ 5. Désignation du ou des notaire(s)	20
Section 3. La phase notariale	21
§ 1. La saisine du Tribunal au cours de la phase notariale	21
§ 2. L'influence de la mise en état « notariale » sur la mise en état « judiciaire »	24
§ 3. L'intervention de tiers dans la procédure de liquidation-partage	26
§ 4. Le régime transitoire de la loi du 13 août 2011	28
§ 5. L'impact de la loi du 19 octobre 2015	31
A. La communication entre le notaire et le greffe	31
B. Le défaut	31
1. <i>Quant à l'interprétation de l'article 806</i>	32
2. <i>Son application concrète aux procédures de liquidation</i>	32
a) La compétence	32
b) La procédure	33
c) Le fond	34
C. L'exécution provisoire	35

Les mesures d’instruction : l’expertise et la production de documents 37
 JEAN-MARC THIERY

Introduction 37

Section 1. L’expertise 38

§ 1. L’expertise judiciaire 38

A. Introduction 38

B. Les nouveautés de l’expertise en matière de liquidation-partage 39

1. *Mission* 39

2. *Désignation* 40

3. *Modification, extension et actualisation de la mission* 41

4. *Entame de la mission de l’expert* 42

5. *Communication du rapport final d’expertise et les observations des parties à l’égard dudit rapport* 43

6. *Avantages et inconvénients de l’expertise judiciaire* 44

7. *L’expertise judiciaire simplifiée* 44

8. *Un expert notaire ou un notaire expert ?* 45

§ 2. Expertise amiable et estimation 48

A. Introduction 48

B. Notion 49

C. Avantages et inconvénients 50

D. L’expertise amiable et la tierce-décision obligatoire 50

1. *Introduction* 50

2. *Notion* 50

3. *Conditions de forme et de fond* 51

4. *Avantages et inconvénients* 53

Section 2. La production de documents 54

§ 1. La légalisation d’une pratique 54

§ 2. Le recours à l’article 19, alinéa 3, du Code judiciaire 55

Annexe 1 – Convention sous seing privé de tierce-décision obligatoire 58

Annexe 2 – Convention de tierce décision obligatoire à insérer dans un procès-verbal 60

L’indivision ? Quelle gestion ! Le notaire entre le provisoire et le définitif 61

ARIANE DENIS

Section 1. La gestion de l’indivision ordonnée sur la base de l’article 1212 (nouveau) du Code judiciaire 62

§ 1. Qui peut être nommé gestionnaire ? 63

§ 2. Quand?	64
§ 3. Par qui?	64
§ 4. La mission?	64
§ 5. La reddition des comptes?	65
§ 6. La décharge?	66
§ 7. La rémunération?	66
Section 2. L'accord partiel de l'article 1214 du Code judiciaire	67
Section 3. Comment le compte de gestion de l'indivision est-il impacté par les décisions judiciaires?	69
§ 1. Quel est l'impact sur les comptes de l'indivision d'une décision judiciaire ayant pour fondement les mesures urgentes et/ou provisoires?	70
A. L'occupation du logement familial par un des ex-époux	71
B. L'occupation du logement familial avec les enfants du couple	75
C. Attribution de l'immeuble à l'occupant lors du partage	76
§ 2. La gestion de l'indivision et les articles 19, alinéa 3, et 1216 du Code judiciaire	76
A. Le procès-verbal de dires et difficultés (article 1216 du Code judiciaire)	77
B. La mesure avant dire droit de l'article 19, alinéa 3, du Code judiciaire	77
Conclusion	79
Les outils du séparatiste	81
Réclamations et contestations de créances en liquidation d'un régime de séparation de biens pure et simple	81
YVES-HENRI LELEU	
Introduction : hypothèses et méthodologie	81
Section 1. Établir une créance	85
Section 2. Contester une créance	103
Actualités jurisprudentielles en matière de récompenses	121
MATTHIEU VAN MOLLE	
Introduction	121
Section 1. Généralités	122
§ 1. Opérations de liquidation du patrimoine commun	122
ANTHEMIS	263

§ 2. Compte de récompenses	122
§ 3. Règlement des récompenses	124
Section 2. Cause des récompenses	124
§ 1. Le retrait d'argent des comptes communs avant le divorce	124
§ 2. Intérêts d'un emprunt propre (article 1408, 5 ^e tiret, du Code civil)	128
§ 3. Époux bricoleur	128
Section 3. Preuve des récompenses	131
§ 1. Récompense due par le patrimoine propre (article 1432 du Code civil)	131
§ 2. Récompense due par le patrimoine commun (article 1434 du Code civil)	132
Section 4. Quantum des récompenses	136
§ 1. Revalorisation des récompenses (article 1435 du Code civil)	136
A. Principe	136
B. Remboursement d'un emprunt antérieur au mariage : lien direct ou indirect	137
C. Remboursement d'un emprunt commun affecté au financement d'un bien propre	139
§ 2. Plus-value partielle : construction sur terrain propre	141
§ 3. Intérêts sur récompenses (article 1436, alinéa 2, du Code civil)	141
Section 5. Modalisation conventionnelle des récompenses	142
Section 6. Droit transitoire	143
Section 7. Canevas d'un état liquidatif avec compte de récompenses	145
Section 8. Cas pratiques	146
§ 1. Réévaluation de la récompense, subrogation d'un bien	146
§ 2. Intérêts sur le solde final de récompense	147
§ 3. Liquidation avec récompenses (distinction obligation/contribution à la dette et patrimoine commun insuffisant)	148
Le rapport et la réduction dans le cadre du partage judiciaire illustré par l'exemple : le statut ambigu des avantages gracieux	155
LAURENT STERCKX	
Introduction	155
Section 1. Aspects de droit civil	155
§ 1. Les présents d'usage	156

§ 2. Disposition gratuite d'un logement	159
§ 3. La prestation d'assurance-vie	163
§ 4. Conclusion	168
Section 2. Questions de procédure	169
§ 1. Le jugement ordonnant la liquidation, le renvoi devant le notaire commis et le procès-verbal intermédiaire	169
§ 2. La désignation de l'expert et l'aménagement de sa mission	173
§ 3. Le procès-verbal d'ouverture des opérations	175
§ 4. L'inventaire	177
§ 5. La communication des revendications	179
§ 6. L'état liquidatif	181
Conclusion	182
Aspects internationaux de la liquidation-partage	185
JEAN-LOUIS VAN BOXSTAEL ET CÉCILE DE BOE	
Section 1. La compétence internationale du juge belge	186
§ 1. Le juge belge et l'immeuble situé en Belgique	186
§ 2. Le juge belge et l'immeuble étranger	196
Section 2. La procédure à portée géographiquement limitée	205
Section 3. Les moyens d'action du juge et du notaire liquidateur	210
Section 4. La coordination internationale des procédures	217
§ 1. En amont : la litispendance et la connexité	220
A. La litispendance	220
1. <i>Priorité du juge premier saisi</i>	222
2. <i>Identité de parties, d'objet et de cause</i>	224
3. <i>Obligation de se dessaisir lorsque la compétence du juge premier saisi est « établie »</i>	227
B. La connexité	231
§ 2. En aval : le refus de reconnaissance et d'exécution	234
Aspects de droit notarial : les honoraires du notaire commis – devoir de conseil versus devoir d'impartialité	239
JEAN-FRANÇOIS TAYMANS	
Section 1. Les honoraires notariaux en matière de partage judiciaire	239
§ 1. Honoraires tarifés et non tarifés	239
ANTHEMIS	265

§ 2. Le devoir d'information du notaire sur ses honoraires	243
§ 3. Le droit (devoir) du notaire commis de se faire provisionner	246
§ 4. L'assistance judiciaire gratuite	249
Section 2. Devoir de conseil <i>versus</i> devoir d'impartialité	252
§ 1. La question posée	252
§ 2. Le devoir de conseil	252
§ 3. Le devoir d'impartialité	253
§ 4. Discussion	255